

Une présidence gagnante ?



APCO Worldwide et La Revue Parlementaire ont décidé de s'associer pour lancer un cycle de rendez-vous réguliers sur des sujets d'actualité, « *Les Rendez-vous APCO – La Revue Parlementaire* », visant à réunir élus, experts et société civile. Nous avons inauguré cette série le 15 mars autour de trois intervenants prestigieux, qui ont débattu sur les conditions du succès de la présidence française du G8-G20. « *Nous sommes particulièrement heureux de collaborer avec la Revue Parlementaire afin de porter ces débats à visée prospective autour d'experts et d'élus, et devant un public composé de décideurs du monde économique, politique et médiatique* » souligne **Philippe Maze-Sencier**, Directeur général d'APCO Worldwide en France. Notre prochain rendez-vous aura lieu en mai 2011.

Par Pauline Joubert

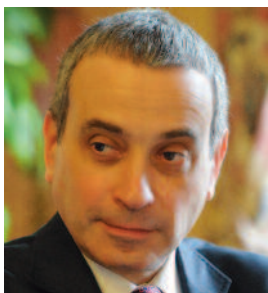
« *Les conditions du succès de la présidence française du G8-G20* » : tel était le débat proposé par APCO Worldwide et la Revue Parlementaire, qui recevaient Laurent Stéfani, Secrétaire général du sommet du G20, Hervé Mariton, ancien ministre et député UMP de la Drôme et Claude Revel, auteure et spécialiste des relations internationales pour l'entreprise. [Retour sur l'événement.](#)

“**P**aris a fixé la barre très haut pour cette présidence. On ne pourra donc pas lui faire grief de ne pas avoir atteint ses objectifs” a déclaré **Claude Revel**. Le débat est lancé. Comment assurer cette présidence française face à la sortie de crise inégale des pays membres du sommet, à la position internationale fragilisée de la France, à la question de la légitimité de ces deux sommets par rapport à l'ONU et à l'UE ? « *Le risque est en effet que les sommets ne soient perçus que comme des réunions intelligemment amenées sur des ordres du jour pertinents mais dont les résultats ne seraient pas à la hauteur des attentes.* » souligne **Hervé Mariton**. Mais il reprend : « *Les résultats ne sont*

jamais à la hauteur des attentes ! Nous sommes nécessairement dans une logique de compromis, sauf à prétendre faire le G8-G20 seuls. »

Le président de la République a évoqué trois chantiers prioritaires pour contribuer à la prospérité du paysage mondial : la « *réforme du système monétaire international* » qui permettrait d'assurer une meilleure coordination des politiques économiques et de mieux maîtriser les flux de capitaux, « *la volatilité des prix des matières premières* » afin de contraindre la hausse des prix des produits alimentaires et des prix de l'énergie et la « *gouvernance mondiale* », avec notamment une proposition de réforme intérimaire du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Entretien avec Laurent Stéfani, Secrétaire général du sommet du G20



La dichotomie G8-G20 a-t-elle toujours un sens aujourd'hui ? Le G20 ne doit-il pas cannibaliser le G8 ?

Ce n'est pas possible. Ce sont deux présidences différentes avec des pays différents et traitant de sujets différents. Lorsque le président de la République a reçu la charge de la présidence du G8 et du G20 pour l'année 2011, un de nos premiers objectifs a été d'assurer une

meilleure articulation entre ces deux forums, mais pour nous, ils ont leur vie propre.

Comment présider le G20 avec une Europe qui peine à retrouver sa croissance ? L'Europe, par la voie de la France, a-t-elle un modèle alternatif à proposer ?

L'Europe est représentée au sein du G8 comme du G20 par le président du Conseil de l'Europe Monsieur Van Rompuy et par le président de la Commission, Monsieur Barroso. La voie collective des 27 est exprimée au sein des deux

Laurent Stéfani a rappelé les grands objectifs de cette présidence : stabilité, régulation des finances mondiales et gouvernance mondiale. Son souhait est que ressorte, entre autre, de cette présidence un « *engagement politique* » qui dépasse la mission économique et financière originelle de l'institution, notamment par le biais du « *G20 des ministres de l'agriculture qui se tiendra en juin prochain* ». Au sujet des matières premières, il a également souligné : « *Les Etats tels que les Etats-Unis ou le Brésil, sur les matières premières agricoles, n'ont pas une position en tant qu'Etats, ils reflètent la tendance majoritaire de leurs grands acteurs économiques : nous ne sommes donc pas là dans l'interétatique, nous nous heurtons à ceux qui ont intérêt à la volatilité des matières premières* ». Un autre point essentiel est, selon lui « *l'appropriation citoyenne* » de ce G8-G20. Il a également souligné la nécessité de distinguer le G8 du G20, parce que cette distinction « *a encore du sens aujourd'hui* » : « *Il s'agit de deux cadres différents* » a-t-il rappelé à plusieurs reprises.

Le succès de cette présidence française dépend de trois points essentiels selon Claude Revel : « *le succès du programme, l'adhésion aux idées portées par la France et l'image de la France à l'international* ». Commentant le premier point, cette dernière souligne que « *la régulation doit aller au-delà des banques* ». Elle a également prêché pour un « *rapprochement du G20 d'avec le FMI* » et a salué l'initiative novatrice du traitement de la question du déve-

loppement - une des priorités officielles du G20 - par la fondation Bill & Melinda Gates. Sur la question de l'adhésion aux idées, « *on est loin du compte* » a-t-elle tempéré.

Un grand pas reste à faire

Claude Revel a en effet mis en avant la question du Système monétaire international (SMI). « *Deux logiques s'affrontent : la logique libérale qui repose sur le poids du dollar, et la logique régulée qui est la nôtre* ». Or, la France ne parvient pas à faire entendre sa voix alternative. « *Pour que le poids du dollar soit moindre, il faut une monnaie concurrente. Or aucune monnaie n'émerge aujourd'hui : la Chine refuse que ce soit le Yuan qui assume ce rôle, et l'Euro est dans une position trop délicate* ». Sur la gouvernance mondiale : « *Nous sommes face à des alliances improbables !* » a-t-elle remarqué, « *et toutes sont contre nous...* ». Elle déplore enfin : « *Il ne s'agit pas d'avoir des idées nouvelles, il faut travailler celles qui existent sur le long terme* ». Il faut donc que la France acquiert l'ingénierie qui lui manque, notamment sur le plan de la recherche. « *Un boulevard peut s'ouvrir du fait de la crise* », conclue-t-elle de façon optimiste, « *L'OCDE, connue pour son libéralisme, a bien appelé à davantage de régulation !* ».

L'autre grande question reste celle de l'image de la France sur la scène internationale. « *Nous allons encore une fois montrer que nous sommes pourvoyeurs d'idées, mais que nous ne savons pas les défendre* » suggère la spécialiste. ■

institutions. Les priorités que nous nous sommes fixées me paraissent justement de nature à encourager la reprise de la croissance. Une de ces priorités est l'emploi. Cela ne me paraît pas du tout contradictoire, au contraire. Le G20 va essayer d'aider par les mesures de régulation qu'il recommandera la reprise de la croissance mondiale et la sortie de crise, notamment par le biais de l'institutionnalisation. Par ailleurs, l'influence d'un pays ou d'un chef d'Etat ne se mesure par seulement au taux de croissance intérieur, mais également au jeu d'influence culturel, intellectuel, institutionnel - comme dans le cadre des Nations Unies, et aux personnalités présentes sur le devant de la scène.

Sur quels alliés la France peut-elle s'appuyer lors de cette présidence avec notamment la tension survenue entre elle et le Mexique ?

Elle s'appuie d'abord évidemment et surtout sur ses grands partenaires européens, sur l'Allemagne, sur l'Angleterre, mais pas seulement. Nous avons de bonnes relations avec tous les pays membres du G20. Nous sommes en concertation permanente et on ne peut pas dire qu'il y ait ceux qui nous aident et ceux qui nous nuisent. Cela dépend des sujets. Nous n'entretenons de relations particulières qu'avec nos partenaires européens. ■



Jean-Charles Taugourdeau, Député UMP du Maine-et-Loire, a appelé à la régulation de la production des produits agricoles de base et à l'interdiction de la spéculation sur les produits agricoles.



Franck Dhersin, Directeur des relations institutionnelles chez Vinci et Maire de Tétéghem, s'est interrogé sur la pertinence d'un rapprochement France-Allemagne dans le cadre du G20.



Gabriel Ko, consultant en affaires publiques, a mis en doute l'utilité du G8-G20 sur le terrain et a évoqué la montée en puissance du "G12".